

LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DANS LA SOCIÉTÉ DU SAVOIR –DIFFICULTES ACTUELLES–

Dr. Octavian Mihail SACHELARIÉ

Bibliothèque Départementale "Dinicu Golescu" Argeş

Abstrait: *Les Bibliothèques publiques sont considérées des éléments stratégiques dans le processus de construction d'une société de l'information et de la connaissance. Cet essai, commençant par saisir les caractéristiques essentielles d'une telle société et par la présentation de l'état actuel des bibliothèques publiques en Roumanie, passe en revue les difficultés, les provocations avec lesquelles se confrontent celles-ci par suite d'un milieu économique et social qui, parfois, leur est hostile. La communication milite en faveur d'un management du savoir au niveau national et communautaire.*

Mots clés: *Société du savoir, management de la connaissance, bibliothèque publique*

Dans un livre récent [7], l'académicien Mircea Maliţa, se référant aux perspectives de la connaissance, montrait que cela devient le "mot clé" qui caractérise ce début de siècle. De même, lui, il affirme que l'ère de l'information (aussi comme l'ère de l'informatique ou TCI) a atteint un niveau de saturation, "l'époque des recettes" ne faisant pas la distinction nécessaire entre l'information originelle et le savoir dans le sens d'information ayant une signification explicite. Sans doute, il y a une différence entre «apprendre et savoir» (croître ton bagage de connaissances valables et utilisables). Ainsi, on fait le passage de l'ère de l'information à l'ère du savoir, cette fois-ci partant d'une conception nouvelle: la ressource humaine représentée par l'intelligence capable de produire, de répandre et d'employer le savoir qui est traité en tant que moteur principal du développement sociétal. En plus, "le savoir n'est plus seulement une composante de l'économie moderne, mais il devient un principe organisationnel fondamental de notre existence. On vit dans une société du savoir "parce qu'on organise notre réalité sur les bases du savoir duquel on dispose" [10], celui-ci redoublant son volume tous les 5 ans [8].

D'ailleurs, l'initiative du domaine est vaste, ainsi que les initiatives au niveau institutionnel. En Roumanie, en 2001, le 21 mai, se déroulait à l'Académie Roumaine, sous les auspices de la Section des Sciences et Technologies de l'Information de l'Institut National de Recherche-Developpement en Informatique, la conférence au thème "Le Livre électronique". Dans la dissertation soutenue à cette occasion, intitulée "La Société du savoir et le livre électronique", l'académicien Mihai Drăgănescu soulignait que la société du savoir est plus vaste que la société informationnelle: „Le savoir est une information ayant un sens et/ou une information qui agit. C'est pour cela que la société du savoir n'est possible qu'associée à la société informationnelle et ne peut pas être séparée de celle-ci. A la fois, elle est quelque chose de plus que la société informationnelle par le rôle majeur qui revient à l'information – savoir dans la société" [3]. Pour le bien connu académicien, le passage de la société informationnelle à la société du savoir se fait à l'aide de l'Internet qui est plus répandu, puis le Livre électronique, l'Utilisation des agents intelligents, le Management du savoir. Mais que présuppose la société du savoir? Et comment peut-elle être réalisée? Une réponse peut être trouvée, en résumé, dans un essai réalisé par le Groupe d'ESSEN II: "La Société du savoir présuppose non seulement une extension et un approfondissement du savoir humain, mais

aussi, et plutôt, le management du savoir et une dissémination vers tous les citoyens par de nouveaux moyens, utilisant prioritairement l'Internet" [4].

Jusqu'ici on a essayé de surprendre les éléments essentiels qui couvrent le concept de la société du savoir pour aboutir à analyser quelques questions liées à la façon dans laquelle les bibliothèques publiques roumaines puissent assumer le rôle "d'éléments stratégiques" dans une construction sociale fondée sur l'information et le savoir. Comme point de départ, on peut employer la citation suivante: „L'Avenir des organismes d'information et de documentation sera lié du mot écrit et du mot électronique, de l'hypertexte et de l'hypermédia, des salles de lecture et des salles d'ordinateurs, de l'accès du lecteur d'une manière directe à l'information électronique ou de la capacité du bibliothécaire et du documentariste de devenir médiateur d'information"[2]. Cette prédiction peut être correcte à condition que les critères d'infrastructure soient réalisés. A ce moment, les bibliothèques en général, le système des bibliothèques roumaines en spécial sont confrontés avec de nombreuses provocations, tant de l'intérieur que de l'extérieur du système social (politique et économique, plus spécialement). Une radiographie des Activités des bibliothèques publiques de Roumanie en 2007 (les principaux éléments pour évaluer la performance), document réalisé par Mme Doina Popa, présidente d'ANBPR, nous dévoile quelques données significatives: le réseau des bibliothèques publiques est formé de 2943 bibliothèques centrales /principales, 300 filiales, 18 points extérieurs de service et 4 bibliothèques mobiles; total collections – 51.137.826 documents, desquels livres et périodiques imprimés 50.401.249, et documents digitaux - 35.788; nombre d'enregistrements catalographiques en système automatique (du total des collections) – 10. 917.372; nombre total d'ordinateurs – 3838; nombre de stations de travail pour utilisateurs – 1250, desquels ayant une connexion Internet – 922, ensuite 590 à l'Intranet; nombre des places dans les salles de lecture – 27310 (pour comparaison, à la fin de l'année 2002, le nombre total d'ordinateurs était de 1337 desquels 405 ayant une connexion Internet – rapporté à la population de la Roumanie, 1 seul ordinateur revenait à 16.229 habitants, et 1 ordinateur ayant une connexion Internet à 53.576 habitants). Cette infrastructure dans son ensemble desservait 3.295.183 utilisateurs inscrits entre 2003-2007, pour l'année 2007 existant 1.852.965 utilisateurs actifs. En pourcentage de population, les utilisateurs représentaient, au niveau des bibliothèques publiques de Roumanie 15,41%, le taux de renouvellement de la collection étant de 43,42 ani. Ces données statistiques, bien que relatives, démontrent que le degré d'implication des bibliothèques à soutenir la Société informationnelle et du savoir reste, par suite, réduit. Ainsi, on est assez loin d'accomplir les critères européens dans le domaine et il faut, selon nous, réaliser une diagnose pertinente du système des bibliothèques publiques roumaines pour accéder à des politiques de développement de celui-ci. Par suite, l'affirmation que "la bibliothèque publique est l'institution ayant la plus grande audience, visibilité et importance dans la communauté" [5] peut rester comme une aspiration. Une analyse de la situation des bibliothèques publiques de Roumanie serait nécessairement démarrée utilisant les constatations suivantes:

1. L'Image de l'institution de la bibliothèque et du bibliothécaire persiste, dans beaucoup de cas, dans la précarité. De la ressorte la perte d'intérêt concernant l'existence et le fonctionnement de la bibliothèque publique. Il y a de gros problèmes au niveau des facteurs de décision, du législatif, ce qui conduit à l'incapacité de promouvoir des politiques de développement au niveau national et communautaire. Les déclarations de bonnes intentions demeurent suspendues, sans se transformer en décisions. Maintenant, il n'y a pas une interface viable entre le Pouvoir et le système des bibliothèques publiques. On est ainsi "figés dans le projet". Le problème de l'image se retrouve à tous les niveaux du système des bibliothèques publiques: de la Bibliothèque Nationale (son nouveau bâtiment n'est pas encore terminé, le nombre des fonctionnaires est insuffisant – 303, au lieu de 995, conformément à la loi) [17] jusqu'aux bibliothèques communales qui, presque toujours, sont considérées comme un "mal nécessaire", étant parfois des dépôts de bouquins et où les bibliothécaires s'occupent

des problèmes spécifiques à la mairie, non pas de celles des bibliothèques communautaires. On ne respecte pas ce que la Loi des Bibliothèques prévoit, aujourd'hui existant encore des zones où les bibliothèques publiques ne fonctionnent pas ou dans lesquelles le bibliothécaire travaille à mi-charge. Cette situation se retrouve plus spécialement au niveau des bibliothèques des communes.

2. Au niveau national, il n'y a pas de projet de développement des bibliothèques. La Commission Nationale des Bibliothèques, qui a initié des projets et des stratégies, n'a pas réussi à imposer l'application de ceux-ci. Au niveau des deux ministères impliqués, celui de la Culture et celui de l'Enseignement, il est nécessaire de fonctionner des départements de profil qui puissent mettre en pratique les stratégies nationales concernant les directions générales de développement, l'allocation unitaire des ressources dans le territoire, la formation du personnel, l'informatisation et la digitalisation, la coopération à tous les niveaux – zonale, nationale et européenne. Un connaisseur dans le domaine proposait même la mise en place d'une Agence Nationale des Bibliothèques (ANB) sous la direction du premier ministre du Gouvernement de la Roumanie, copiant ainsi le modèle des systèmes de bibliothèques européennes ou des États Unis, ayant des responsabilités bien précisées à l'égard de la coordination et du développement du système national des bibliothèques [18]. On peut mettre en discussion aussi le rôle des directions départementales de culture qui, à présent, n'assument aucune responsabilité concernant la coordination du système des bibliothèques publiques.

3. Le décalage de développement entre les bibliothèques publiques du système reste très accentué. On parle ici de l'infrastructure, des fonds financiers et de management. Il y a aussi des différences majeures entre les bibliothèques départementales, un vrai abîme se trouve entre elles et les autres types de bibliothèques (des villes, des communes). Les causes sont multiples et visent l'absence d'un programme national de développement, ainsi qu'une répartition différenciée des ressources financières et matérielles. Il est nécessaire d'établir une relation claire et simple entre celui qui paye (les administrations locales, pour les bibliothèques publiques) et celui qui coordonne l'activité du système des bibliothèques roumaines. Dans ce sens, on peut penser à une relation efficace entre le facteur coordonnateur et les associations des présidents des conseils départementaux, des maires des grandes villes, des maires des communes. Tout cela, au moins au niveau des projets nationaux ou internationaux. On ne peut pas se permettre de ne pas signaler la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses bibliothèques publiques, pour ne plus parler des bibliothèques scolaires communales. Peut-on parler, dans ces circonstances critiques, du développement durable de ces communautés?

4. La crise de management et de personnel, elle aussi, est une réalité inquiétante dans les bibliothèques publiques roumaines. Même si on y trouve des nuances, on se rallie inmanquablement aux opinions de Mme Docteur Elena Tîrziman, Maître de Conférence, directeur général de la Bibliothèque Nationale de la Roumanie, qui signalait qu'elle ne croit pas qu'on peut performer dans le domaine de la bibliothéconomie si le management institutionnel est assuré par des professionnels du domaine economico-financier – des exemples palpables prouvent que les bibliothèques dirigées par des professionnels de la bibliothéconomie, ayant une expérience importante dans la bibliothèque, des personnes attachées à ce domaine de la bibliothéconomie et des institutions où elles travaillent depuis longtemps, ont toujours des performances remarquables. Seulement un manager spécialiste en bibliothéconomie peut avoir une image complète sur l'évolution de la bibliothèque en tant qu'organisation, réussissant de la sorte à optimiser les activités scientifiques de la gestion de la bibliothèque [19]. Mais quelle en est la réalité? Beaucoup de gens deviennent des managers de bibliothèques sans avoir l'appui de la compétence professionnelle et aussi sans aucune

liaison avec la bibliothéconomie. Dans ce contexte, on salue le fait qu'au niveau de grandes bibliothèques il y a des managers professionnels qui forment une élite dans le domaine de la bibliothéconomie. Il reste encore des disparités de management assez grandes dans ce sous-système (les bibliothèques universitaires, les bibliothèques départementales) et les autres types de bibliothèques, dans le contexte où la formation de managers en bibliothéconomie s'accomplit insuffisamment dans un milieu institutionnel.

L'autre question qu'on pose c'est la crise du personnel qu'on peut estimer visant plusieurs perspectives. Premièrement, c'est évident que le domaine de la bibliothéconomie et de la science de l'information ont déterminé une diversification des professions; les compétences professionnelles étant beaucoup plus complexes. Le manque d'attraction de l'institution nommée bibliothèque, en tant qu'investissement dans une carrière, comme mensualité, éloigne le personnel très bien formé. Un paradoxe (supposé) est en plus le fait indéniable que ceux qui terminent les cours d'une institution d'enseignement de bibliothéconomie ne se retrouvent que dans un petit nombre dans les bibliothèques. Quelques causes de cette situation sont celles qu'on a déjà rappelées, mais aussi le fait que les postes des bibliothèques sont occupés par d'autres personnes, suivant des critères totalement différents. On peut tirer facilement une conclusion: on ne peut pas du tout penser à la performance employant un personnel ayant de compétences faibles.

5. Le système des bibliothèques publiques souffre toujours d'un sous financement évident, ce qui conduit à l'impossibilité de réaliser une politique d'extension des collections qui rassasie les désirs d'information des utilisateurs. Ce problème n'est pas du tout nouveau, il existe depuis les années '90. A ce moment-là, en même temps avec l'apparition des maisons d'édition privées, les bibliothèques ont commencé à perdre le contrôle sur les nouvelles parutions [11]. A cette situation on ajoute à la fois le prix de plus en plus élevé du livre, ainsi que, parfois, une incohérence condamnable concernant l'acquisition des documents. Le minimum de 50 documents acquis pour mille habitants, ce que prévoit la Loi de bibliothèques, n'est pas respecté. Le résultat? Un accès limité à l'information et le vieillissement accentué du fond des documents. Dans ces conditions, la bibliothèque publique accomplit difficilement son rôle de protection sociale, dans un contexte où l'information est (encore) assez chère et où il y a une catégorie de "défavorisés de l'information"[16], dans un sens plus large, dans ce concept s'englobant aussi ceux qui, par des motivations différentes, ne peuvent avoir accès non plus aux moyens traditionnels d'information, ne plus parler de l'Internet. Les plus affectées sont les bibliothèques publiques des communes, mais on peut donner beaucoup d'exemples au niveau des bibliothèques de petites villes et de grandes villes. Le sous financement se retrouve de même au niveau de l'infrastructure matérielle, des locaux pour les bibliothèques, des technologies informationnelles, processus accentués à présent par la crise économique.

Selon notre opinion, le manque majeur de moyens de financement peut être diminué grâce à des décisions, soit au niveau local, soit au niveau national: un lobby cohérent auprès du Parlement de la Roumanie pour une législation souple et efficace dans le domaine; l'existence de quelques mesures nécessaires concernant la sponsorship des bibliothèques, des institutions de culture, en général; l'accès facile aux projets européens; des relations plus resserrées avec le milieu des affaires; la création, plus spécialement au sein de la communauté rurale, d'une seule bibliothèque- dénommée la bibliothèque communautaire.

6. La société informationnelle, quant à l'échelon des bibliothèques publiques, amène à une rédefinition de leur rôle et de leur fonction de base. Il faut réaliser un changement d'accent, le rôle prépondérant revenant à l'utilisateur, un concept plus large que celui de "lecteur" et qui relève à la fois sa particularité active, ainsi qu'à un plus large ensemble de services offerts par la bibliothèque. Considéré comme "la personne ou l'institution qui bénéficie des services d'une bibliothèque ou centre d'information et de documentation"[9], „l'utilisateur devient le

point de départ et le point d'arrivée de n'importe quelle activité de la bibliothèque; l'utilisateur se transforme pas à pas en force motrice des processus d'information. Il n'attend plus la fin des activités conçues par d'autres personnes, mais il s'inscrit dans le mouvement comme un initiateur de formes et d'actions" [13]. Un tel changement d'accent présuppose une bonne pénétration des transformations subies par la lecture, en même temps, l'identification d'une structure des utilisateurs (potentiels) de la bibliothèque publique. Par malheur, un grand nombre de bibliothèques restent enfermées dans de vieux projets, l'ouverture envers l'utilisateur étant minime. En considérant les affirmations du professeur universitaire docteur Ion Stoica, à l'égard des transformations dans le processus de la lecture qu'il faut étudier scientifiquement,[14], on affirme que dans les bibliothèques s'impose la recherche dans le domaine de la sociologie de la lecture qui puisse aborder une problématique très actuelle: les transformations qualitatives survenues dans la structure de la lecture, des intérêts et des besoins de lecture, des moyens de communication, des relations avec les créateurs et la communauté; l'impact que l'automatisation et l'informatisation ont sur les utilisateurs [12].

Évidemment, la société informationnelle demande de la part des bibliothèques que la fonction informationnelle soit "la vedette", l'élément primordial. Mais l'information ne signifie seulement savoir, dans l'acception de principe culturel et qui rend sociable, et d'autant moins une valeur sociale. La différence qualitative entre la société informationnelle et celle du savoir acquiert de la sorte un ton clair. Dans une telle vision, les bibliothèques publiques roumaines ne représentent pas du tout un système consolidé, beaucoup d'entre elles étant au niveau des bibliothèques traditionnelles (où la majorité des documents imprimés est de plus de 85% et où l'utilisateur identifie personnellement les ressources informationnelles nécessaires [15], et les plus importantes (les bibliothèques départementales) sont des bibliothèques hybride, qui ajoutent aux ressources traditionnelles des ressources électroniques sur support physique, ainsi que l'accès aux ressources du web, gérant toutes ces types d'acquisitions d'une même politique documentaire [6]. Par conséquent, on ne peut pas parler non plus d'assouvir le facteur informationnel (traditionnel ou électronique – par exemple, on peut demander combien de la production des maisons d'édition de la Roumanie est acquise par les bibliothèques publiques, ou combien de bibliothèques publiques sont dotées de technologie informationnelle ayant une connexion Internet). On retrouve ici un autre phénomène: la faim d'informatisation de quelques bibliothèques, sans avoir un projet de développement réel. On peut se rallier sans réserves à l'affirmation conformément à laquelle „les bibliothèques ont l'obligation envers elles-mêmes en tant qu'institutions, et d'autant plus envers leurs clients, de comprendre mieux la technologie actuelle – ce qui leur offre et vers quoi se dirigent – avant d'investir les fonds nécessaires pour devenir "le centre des changements" [1]. Les bibliothèques roumaines sont loin d'une "société sans papiers documents", et le support électronique, attrayant, doit être traité avec réserve. Et pourtant, le milieu électronique présume un changement essentiel au niveau de la profession de bibliothécaire. Le passage de l'information au savoir peut s'avérer une chance importante pour les bibliothèques, à condition qu'elles puissent devenir les catalyseurs du savoir, les modérateurs et les médiateurs de celui-ci.

Cet inventaire entier des problèmes qui influencent, différemment, les bibliothèques publiques roumaines, est à même de représenter un schéma d'une diagnose du système. A partir de ces fondements on peut construire des scénarios et des politiques de développement, dans un monde en plein changement. S'en retournant à la citation (de Doina Banciu), on peut affirmer que l'avenir des bibliothèques sera déterminé par la manière dans laquelle elles vont acquérir un rôle social nouveau, au sens de "pensée critique, apte à rendre sociable et capable de communiquer". La bibliothèque publique peut commencer à être un "refuge" devant la "tyrannie des médias", des non-valeurs. Elle peut évoluer vers un "concept sociologique", se délimitant des valeurs trompeuses et de faux modèles imposés par une réalité virtuelle qui, maintes et maintes fois, mystifie la réalité et suggère de fausses pistes de devenir social

Notes

1. Angheliescu, H.G.B. Cărți în format electronic: o amenințare pentru cărțile în format tradițional? În: *Revista Bibliotecii Naționale a României*, nr. 1/2001, p. 33.
2. Banciu, D. *Cartea electronică*. București: Art, 2001, p.12.
3. Drăgănescu, M. Societatea cunoașterii și cartea electronică. În: *Cartea electronică*. București: Art, 2001, p.26.
4. Drăgănescu, M. *Globalizarea și societatea informațională. Studiu pentru grupul ESSEN II*. Academia Română, februarie 2001.
5. Găbureac, S. Crizele și biblioteca publică. În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 7-8/2009, p. 184.
6. Lupovici, C. De la biblioteque classique à la biblioteque numerique: continuité et rupture. În: *Documentalisme – Sciences de l'information*, nr. 5-6/2000, p. 295, citată în: Robert Coravu. Bibliotecă automatizată. Bibliotecă digitală. Bibliotecă virtuală. Bibliotecă hibridă. Delimitări conceptuale. În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr.1/2005, p. 11.
7. Malița, M. *Minți senine, minți involburate. Eseuri și evocări*. București: Scripta, 2009, pp.195-196.
8. Porumbeanu, O.L. Managementul cunoașterii: o disciplină pentru bibliotecari și specialiști în informare (I). În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 8/2005, p. 237.
9. Regneală, M. *Vocabular de biblioteconomie și Știința Informării, vol.II*. București: ABIR, 1996, p.211.
10. Sabău, G.L. *Societatea cunoașterii. O perspectivă românească*. București: Economică, 2001, p.143.
11. Sachelarie, O.M. *De la mentalitatea bibliofagă la Evenimentul zilei*. Pitești: Paralela 45, 1997, p.93.
12. Sachelarie, O.M., Petrescu, V. *Universul lecturii. De la Gutenberg la Google*. București: Do-minor, 2008, p.90.
13. Stoica, I. *Structuri și relații informaționale în dezvoltarea învățământului și cercetării românești*. București: Alternative, 1997, p. 17.
14. Stoica, I. Cercetarea bibliografică și medierea inteligentă în societatea obiectelor informaționale (interviu realizat de Letiția Constantin și Tabita Chiriță –martie 2005).a publică. În: *Revista Bibliotecii Naționale a României*, nr. 1/2005, pp. 26-30.
15. Tîrziman, E. Biblioteca digitală-O încercare de definire (I). În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 1/2001, p. 41.
16. Tudor, E. Defavorizații societății informaționale. Soluțiile bibliotecii publice. În: *Revista Bibliotecii Naționale a României*, nr. 1/2005, pp. 26-30.
17. Vasilescu, E. Biblioteca Națională – o mare responsabilitate pentru viitor, convorbire cu conf.univ.dr. Elena Tîrziman, director general al Bibliotecii Naționale a României. În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 3/2008, p. 68.
18. Vasilescu, E. Privire sistemică asupra bibliotecilor românești (III). În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 5/2008, p. 130.
19. Vasilescu, E. Biblioteca Națională – o mare responsabilitate pentru viitor, convorbire cu conf.univ.dr. Elena Tîrziman, director general al Bibliotecii Naționale a României. În: *Biblioteca-revistă de bibliologie și știința informării*, nr. 3/2008, pp. 67-68.